Document generated on 10/12/2024 2:12 a.m.

Relations

Construire la paix en Colombie

Leila Celis

Number 789, March–April 2017

URI: https://id.erudit.org/iderudit/84975ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Celis, L. (2017). Construire la paix en Colombie. *Relations*, (789), 37–38.

Tous droits réservés © Relations, 2017

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

CONSTRUIRE LA PAIX EN COLOMBIE

Outre la démobilisation des acteurs armés, la paix en Colombie dépend des réponses politiques qui seront développées pour mettre fin aux injustices aux sources du conflit. Le rôle qu'on accorde enfin à la société civile dans le processus de paix est porteur d'espoir.

Leila Celis

L'auteure, d'origine colombienne, est professeure au Département de sociologie de l'UQAM et a écrit sur la violence et sur le mouvement paysan en Colombie.

L'année 2016 a été une année cruciale et pleine de rebondissements pour le processus de paix en Colombie. Celui-ci a été marqué par les accords de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), en vigueur depuis le 24 novembre. Cependant, mettre fin à un conflit armé qui dure depuis plus de 60 ans et qui s'est complexifié au fil des années n'est évidemment pas facile : les acteurs sont multiples et ils incarnent des projets de société souvent opposés. La démobilisation des FARC obtenue, il faut maintenant que le gouvernement parvienne à obtenir celle de l'Armée de libération nationale (Ejército de Liberación Nacional, ELN).

Si, sur le plan militaire, les guérillas affrontent l'État et les groupes paramilitaires d'extrême droite, au cœur du conflit armé se trouve un conflit social profond caractérisé par l'exclusion politique, économique et sociale de plusieurs groupes de la population. Les guérillas luttent certes pour des transformations sociales, mais elles ne sont pas les seules. Des organisations sociales actives dans les secteurs agraire, syndical, étudiant, etc., cherchent ce même type de transformations, et ce, malgré une répression systématique.

Alors, pour trouver une solution politique au conflit, il faut bien sûr régler la question de la démobilisation des acteurs armés, mais aussi s'attaquer aux injustices sociales qui sont la cause du conflit. Ce qui fait l'originalité du processus de paix actuel, c'est que pour la première fois les mouvements sociaux et les secteurs populaires ne sont plus de simples observateurs à la table des négociations, ils sont désormais vus comme des acteurs à part entière qui vont négocier avec le gouvernement afin de faire entendre leur voix pour la construction d'une paix juste et socialement équitable.

Les négociations avec les FARC

Après plus de quatre ans de négociations entre la guérilla des FARC et le gouvernement de Juan Manuel Santos, les deux parties ont mis fin à leur confrontation en concluant l'Accord de La Havane, en septembre 2016. Outre le désarmement et la réinsertion des membres des FARC dans la vie institutionnelle, l'accord touche des enjeux sociaux comme la question agraire et prévoit, par exemple, un fonds de trois millions d'hectares de terre qui a été créé pour appuyer les paysans pauvres et sans terre. Il vise aussi à garantir aux démobilisés et aux secteurs les plus affectés par le conflit une participation active à la vie politique ainsi qu'aux victimes le droit à la vérité, à la justice et à des réparations.

Bien qu'il ait eu le pouvoir de légaliser et d'institutionnaliser l'accord, le président colombien, Juan Manuel Santos, en quête de légitimité, a fait le pari de le soumettre au vote populaire le 2 octobre 2016. Résultat : la population colombienne a rejeté l'accord à 50,2 %. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce résultat. Tout d'abord, la droite conservatrice a mené une campagne démagogique et fallacieuse affirmant que l'accord allait livrer le pays aux FARC, qui s'empresseraient de gouverner sous l'influence du « castro-chavisme ». Ensuite, du côté des groupes rebelles, l'accord n'impliquait que les FARC, laissant planer l'incertitude sur la résolution du conflit avec les autres groupes de guérilleros. Finalement, les politiques néolibérales comme le libre-échange et l'extractivisme, dénoncées par les organisations sociales, ne sont pas abordées dans les accords de paix : le gouvernement a refusé de discuter de modèle économique avec la guérilla et la répression contre les organisations syndicales, paysannes et autochtones n'a pas cessé.

La participation de la société civile au processus de paix est une exigence légitime : rappelons que les principales victimes du conflit sont des civils.

L'accord entre le gouvernement et les FARC n'est toutefois pas mort avec le non au référendum. Le gouvernement a rouvert les négociations pour prendre en compte quelques-unes des critiques des secteurs les plus conservateurs de la Colombie qui ont mené la campagne contre la ratification. Ces négociations se sont conclues le 24 novembre 2016 et le nouvel accord a été ratifié par le Sénat et la Chambre des représentants le 30 novembre. Ces organes législatifs doivent maintenant adopter des lois concernant chaque point de l'accord. Le nouveau parti politique créé par les FARC est déjà inscrit à la commission électorale et le regroupement des guérilleros, approuvé le 28 décembre 2016, est amorcé en vue de la démobilisation et du processus d'amnistie. Fait à noter, en plus de bénéficier aux membres des FARC, l'amnistie couvre aussi les militaires ayant commis des crimes dans le contexte du conflit ainsi que les leaders sociaux accusés d'être membres de la guérilla.

Les négociations avec l'ELN

Les négociations avec l'ELN se poursuivent par ailleurs en 2017. Les points qu'elles doivent couvrir ont fait l'objet d'un accord au moment même où se terminaient les négociations avec les FARC. Il est difficile de savoir combien de temps elles

Manifestation d'appui à l'accord de paix renégocié par le gouvernement colombien avec les FARC, le jour de sa signature à Bogotá, le 24 novembre 2016. Photo : PC/Ivan Valencia

dureront, mais il est très probable que ce qui a été accordé aux FARC en matière de démobilisation, de participation politique et de justice le soit aussi à l'ELN.

Par contre, si ces deux groupes rebelles ont beaucoup en commun, ils sont aussi très différents. L'ELN est une guérilla guévariste, fortement influencée par la théologie de la libération (deux de ses fondateurs étaient des prêtres, Manuel Pérez et Camilo Torres), qui a toujours priorisé le travail politique à sa croissance sur le plan militaire. Ainsi, alors que les FARC peuvent être vues comme une armée qui fait de la politique, l'ELN doit davantage être vue comme un parti politique armé, ce pourquoi elle tient à ce que la société civile participe aux négociations de paix. Cette revendication a été acceptée par le gouvernement : il s'agit du premier point qui sera abordé au moment où des gestes humanitaires, comme la libération des séquestrés, doivent être posés par la guérilla. Un autre point central est la question de la souveraineté sur les ressources naturelles, l'ELN étant un ennemi déclaré des transnationales extractivistes. Or, l'extractivisme est la pièce centrale de la politique économique du gouvernement. Bref, les négociations avec l'ELN risquent de prendre encore beaucoup de temps, mais un accord avec ce groupe est nécessaire pour mettre fin au conflit armé.

Table sociale pour la paix

Personne ne s'attend à ce que la participation de la société civile aux négociations soit facile : les questions de la méthodologie, du calendrier, de la représentativité et de la diversité sont assurément complexes. Mais c'est précisément cette participation qui peut être le gage de la réussite de ces négociations. Non seulement parce que cela permettra à la société d'être bien informée – et donc d'éviter la démagogie qui a marqué la campagne référendaire du « non » à l'accord avec les FARC –, mais aussi parce que les questions sociales que les secteurs populaires veulent aborder sont celles qui sont à l'origine du conflit. Par ailleurs, la participation de la société civile au processus de paix est une exigence morale légitime : rappelons que les principales victimes du conflit colombien sont des civils.

C'est dans ce contexte que le Congrès des peuples, une organisation qui regroupe une partie importante du mouvement social colombien, a conçu la Table sociale pour la paix. Celle-ci se veut l'espace des négociations de paix des secteurs populaires organisés, en cherchant aussi à faciliter la participation des secteurs non organisés.

Les organisations sociales ont des propositions concrètes pour la paix, pour l'économie et pour la société, qui entraîneraient une diminution des inégalités et des injustices sociales les plus criantes. Certaines d'entre elles qui visent la protection de l'économie paysanne et l'accès à la terre, par exemple, ont déjà été reprises par différents gouvernements lors de négociations passées, mais ceux-ci n'ont jamais respecté leurs engagements. Dans le cas d'autres propositions critiques des traités de libre-échange, par exemple, les gouvernements successifs ont carrément refusé de les entendre. Par conséquent, il ne faut pas s'attendre à des transformations profondes. Celles que le mouvement social pourra arracher à l'État dans le cadre des négociations de paix dépendront, comme toujours, de sa capacité de mobilisation. Le pari n'est pas facile : 2017 est une année d'élections présidentielles et indépendamment de l'avancement des négociations avec l'ELN, la question est de savoir si le nouveau gouvernement mettra en œuvre les accords de paix ou non. Le mouvement social devra donc choisir entre continuer la mobilisation ou appuyer une candidature pour un gouvernement de transition qui pourrait s'engager à mettre en œuvre les accords de paix, même s'il ne veut pas céder sur les questions-clés comme le modèle extractiviste et le libre-échange.

Il s'agit sans doute d'un moment historique pour la Colombie, puisque c'est la première fois que les acteurs armés et l'État reconnaissent le rôle central de la société civile dans la construction de la paix. Le défi pour faire avancer cette dernière en 2017 est donc de permettre une véritable participation des secteurs populaires. Il est de taille, mais les circonstances paraissent favorables : sauf l'extrême droite, tous les acteurs ont à y gagner si les négociations de paix réussissent.